

La guerre entre Wall Street et la City s'intensifie

Alors que le nouveau maire démocrate de New York inquiète certains financiers, Londres fait tout pour les séduire

Bill de Blasio, tombeur de Wall Street ? Dans les salles de marché de Manhattan, certains s'en inquiètent. « Ce n'est pas très bon pour nous », juge un gestionnaire de fonds. Le démocrate, élu, mardi 5 novembre, à la tête de New York, a en effet la réputation d'être bien moins « pro-finance » que son prédécesseur, Michael Bloomberg.

Imaginez ! Pour gonfler les recettes municipales, il propose d'augmenter l'impôt sur le revenu des contribuables gagnant plus de 500 000 dollars (370 000 euros) par an. Une provocation presque impardonnable dans la capitale américaine de la finance. Et ce n'est pas tout : Bill de Blasio traîne la réputation d'être favorable à une régulation stricte des activités bancaires... « En la matière, ce n'est pas lui qui décide et son impôt sur les riches est plus symbolique qu'autre chose », nuance Gregori Volokhine, président de la société de gestion financière Meeschaert Financial Services, installée près de Central Park. « Peut-être, mais cela crée une atmosphère défavorable au business », s'exaspère un trader de hedge fund, pas loin d'aller poser ses valises à Londres.

Derrière l'élection du démocrate, c'est aussi la bataille entre Wall Street et la City pour le leadership financier mondial qui se joue. « Londres est un sérieux concurrent pour New York », s'inquiétait Michael Bloomberg, dimanche 3 novembre. Il n'est pas seul à le penser.

Si la capitalisation boursière du New York Stock Exchange dépasse les 14 700 milliards de dollars, contre 3 850 milliards sur le London Stock Exchange, la capitale britannique est considérée comme la première place financière mondiale par l'index Global Financial Centres. Outre la Bourse, elle concentre



Devant la Bourse de New York, en novembre 2012. CHIP EAST/REUTERS

en effet les principaux marchés mondiaux tels que ceux des changes, des métaux ou des produits financiers complexes. Et depuis quelques mois, elle ne ménage pas ses efforts pour éclipser sa concurrente américaine.

En témoignent les surprenantes prises de position du Canadien Mark Carney, le nouveau gouverneur de la Banque d'Angleterre. Le 24 octobre, il a ainsi déclaré qu'il ne fallait pas considérer avec « hor-

reur » la possibilité que « d'ici à 2050, les actifs bancaires britanniques pèsent neuf fois le produit intérieur brut du pays », contre cinq aujourd'hui. Des propos qui ont réjoui les financiers de la City. Et fait s'étouffer les pro-régulation. « On a l'impression qu'il a oublié le rôle qu'ont joué les banques dans la crise », s'inquiète Dennis Kelleher, président de Better Markets, ONG anglo-saxonne luttant pour la transparence financière.

Ce n'est pas tout. Londres affiche clairement ses deux ambitions pour l'avenir : devenir la première place de la finance islamique mondiale et le principal centre de négociation offshore du yuan, la devise chinoise. En octobre, le gouvernement de Sa Majesté a, coup sur coup, lancé la première émission obligatoire certifiée conforme à la charia par un Etat non musulman, et pris les mesures nécessaires pour simplifier l'installation des

banques chinoises sur son territoire. Une petite révolution.

« La City est bien plus ouverte à l'international que Wall Street », analyse Georges Ugeux, patron de la banque d'affaires Galileo Global Advisors, à New York. « Elle mise sur l'expansion des marchés émergents, alors que New York reste centrée sur le marché américain. »

Autant dire que la page de l'après-crise, où le Royaume-Uni promettait de mettre un terme aux

excès de ses traders, semble tournée. « La capitale anglaise joue de nouveau la carte de la régulation moins sévère pour attirer les financiers », commente Benoît Lallemand, analyste chez Finance Watch. Ces derniers mois, nombre d'établissements américains ont ainsi transféré une partie de leurs activités sur le marché londonien des produits dérivés. Et cela, pour échapper à une régulation américaine – loi Dodd-Frank – plus contraignante en la matière...

A côté de l'offensive britannique, le lobby bancaire américain paraît presque timide. Pour ne pas dire sonné, depuis que l'un de ses principaux porte-voix, le charismatique PDG de JPMorgan, Jamie Dimon, a été mis en cause dans une série d'affaires financières.

Mais Wall Street n'a pas dit son

« La City est bien plus ouverte à l'international que la place de New York »

Georges Ugeux

patron de la banque d'affaires Galileo Global Advisors

dernier mot. D'abord, Bill de Blasio pourrait s'avérer moins dur avec les financiers que ne le redoutent certains. Voire très amical. Parmi les donateurs ayant contribué à sa campagne électorale, on retrouve en effet des patrons... de hedge funds. « Il est pragmatique, et sait que le secteur est essentiel à l'économie de la ville », commente Yann Coatanlem, président du think tank Club Praxis.

Ensuite, si la loi Dodd-Frank est pour l'instant plus sévère que les régulations européennes, cela pourrait ne pas durer. Bruxelles planche sur des directives qui, une fois votées, s'appliqueront outre-Manche. Et le régulateur financier britannique, qui projette de durcir les règles de gouvernance boursière afin de protéger les actionnaires minoritaires, reste vigilant. « Ceux qui sont partis là-bas reviendront chez nous en courant », balaie un trader de Manhattan.

Enfin, la puissance de Wall Street repose pour l'essentiel sur celle de l'économie américaine. Tant que les Etats-Unis seront la première puissance économique mondiale, New York restera la place boursière dominante, car c'est ce qui attire les capitaux en premier chef. « C'est vrai, pour l'instant », approuve M. Volokhine. Avant de conclure : « Si la concurrence doit venir de quelque part, ce sera moins de Londres que de Singapour ou Hongkong. »

MARIE CHARREL

Londres a la main sur le « business financier douteux », juge une ONG

ON PENSAIT QUE LE G20, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et les régulateurs financiers internationaux avaient significativement entamé le secret bancaire. Il n'en est rien, si l'on en croit le quatrième index annuel sur l'opacité financière que publie, jeudi 7 novembre, Tax Justice Network (TJN), le Réseau mondial pour la justice fiscale.

Certes, commente l'ONG britannique, des progrès ont été amorcés sous la pression des gouvernements, mais ils demeurent partiels si l'on en croit les indicateurs, regroupés sous quatre têtes de chapitre, qui mesurent l'opacité

des places financières : qui est le véritable propriétaire des biens ? Quelle est la transparence des entreprises ? La réglementation financière et fiscale est-elle efficace ? Le pays fournit-il des informations demandées par les autres pays sur leurs contribuables ?

La Suisse, et son secret bancaire – à peine ébréché par la récente adoption de la convention de l'OCDE sur la lutte contre l'évasion fiscale –, demeure le pays le plus opaque du monde. Suihi par le Luxembourg, Hongkong, les îles Caïmans, Singapour, les Etats-Unis, le Liban, l'Allemagne, Jersey et le Japon. La France est au 43^e rang, l'Italie au 54^e, Monaco au 75^e.

Bien qu'il se classe au 21^e rang, le Royaume-Uni est étrillé par l'ONG. David Cameron, le premier ministre, avait tort, affirme TJN, quand il déclarait, en septembre, devant la Chambre des communes : « Il n'est plus correct de citer l'un de nos territoires d'outre-mer ou l'une de nos dépendances de la Couronne parmi les paradis fiscaux, car ils ont pris des mesures pour rendre leurs systèmes fiscaux loyaux et transparents. »

Il existe bel et bien une « British Connection », juge l'ONG. La City a tissé une toile invisible qui allie ses trusts avec le concours de juridictions plus ou moins masquées.

Ces satellites sont au nombre de dix : Jersey, Guernesey, l'île de Man, les îles Vierges, les Bermudes, Gibraltar, Anguilla, Turks et Caicos, Grenade, Montserrat. Le droit britannique s'y applique et l'anglais en est la première ou la seconde langue.

« Faille dangereuse »

« Ce réseau permet à la City de garder le business financier douteux à portée de main, tout en évitant d'en avoir la responsabilité quand un scandale éclate », écrivent les responsables de l'ONG. Ce dispositif représente entre le tiers et la moitié du marché mondial des services offshore.

ALAIN FAUJAS

La croissance indonésienne s'effrite depuis le début de l'année

Au troisième trimestre, la hausse du PIB de la première économie d'Asie du Sud-Est a ralenti, à +5,6%. L'investissement continue de décélérer

L'Indonésie n'est ni en crise ni en panne, mais elle est à son tour victime d'un léger ralentissement. La première économie d'Asie du Sud-Est avait été jusqu'ici assez largement épargnée par la moindre progression de l'activité mondiale. Ce n'est désormais plus le cas. La croissance indonésienne, très stable, tournait depuis trois ans autour de 6%, mais elle s'effrite depuis le début de l'année.

Son produit intérieur brut (PIB) a progressé de +6% au premier trimestre (en rythme annualisé), de +5,8% au deuxième et de +5,6% au troisième, selon les données présentées, mercredi 6 novembre, par l'agence des statistiques indonésienne. Il faut remonter à l'année 2009 pour trouver une croissance aussi faible dans ce pays, le quatrième le plus peuplé de la planète, avec près de 250 millions d'habitants et des classes moyennes en pleine expansion.

Deux éléments expliquent cette situation : le ralentissement de la consommation des ménages – elle compte pour 55% du PIB –, l'un des principaux moteurs de la croissance, et la décélération marquée de l'investissement.

Le pays affiche, depuis 2012, un déficit de son compte courant qui n'a cessé de se creuser – il atteignait 4,3% du PIB au deuxième trimestre. Aujourd'hui, 40% des exportations indonésiennes sont composées de matières premières (charbon, pétrole, gaz, huile de palme) dont les prix ont eu plutôt tendance à baisser, et les importations continuent, elles, de prospérer. Le pays est devenu importateur net de pétrole en 2004 et son déficit commercial s'est creusé à 16 milliards de dollars (11,8 milliards d'euros) en septembre.

Désireux de réduire la consommation d'énergie pour stabiliser les comptes courants et soutenir la

roupie indonésienne, le gouvernement a annoncé, le 21 juin, des hausses respectives de 22% et de 44% du prix du gazole et de l'essence, au grand dam de la population.

Le taux d'inflation dépasse toujours les 8% depuis l'été, malgré le relèvement du principal taux directeur porté de 5,75% en mai à 7,25% en octobre, ce qui pèse sur la demande intérieure et sur la croissance.

Des élections en 2014

A moyen terme, les économistes semblent confiants dans les fondamentaux du pays. « L'Indonésie est la troisième démographie asiatique et son potentiel de croissance est important », observe Thuy Van Pham, de Coe-Rexecode. « La dette externe est légèrement plus élevée qu'en 1996, juste avant le déclenchement de la crise asiatique – soit 29% du PIB contre 20,8% en 1996 –, mais reste sous contrôle.

Quant aux réserves de change, elles représentent six mois d'importations », ajoute-t-elle.

De fait, avec un potentiel de croissance de l'ordre de 5,5%, avec des classes moyennes en plein essor et d'énormes besoins d'infrastructures, l'économie indonésienne a de beaux jours devant elle.

A court terme, toutefois, les motifs d'inquiétude ne manquent pas. « La nette décélération des investissements, dont le rythme de progression est passé de 12,5% au deuxième trimestre 2012 à 4,5% au troisième trimestre 2013, peut être interprétée comme une perte de confiance des investisseurs », analyse Pauline Quinebecq, de Natixis.

La roupie a perdu 17% de sa valeur depuis mai, et les investissements directs étrangers ont chuté. L'économiste de Natixis spécialisée de l'Asie émergente, qui ne croit pas à un revirement de tendance au quatrième trimestre,

a recensé les principaux risques pour le pays : « l'éventuel changement de cap de la politique monétaire américaine, l'augmentation du déficit du compte courant et de son besoin de financement, la hausse de l'inflation et le manque de dynamisme de l'investissement ».

De plus, de nombreuses incertitudes entourent l'année 2014. Des

élections législatives sont prévues en avril et l'élection présidentielle est programmée en juillet (le président actuel ne peut pas briguer un troisième mandat). Dans un pays où la corruption reste endémique, voilà qui n'est pas de nature à rassurer les investisseurs et à soutenir la croissance. ■

CLAIRE GUÉLAUD

IL EST TEMPS DE PARLER D'ÉCONOMIE

8H12 DU LUNDI AU VENDREDI

Le Monde SUR BFM BUSINESS

ÉCO&ENTREPRISE